

Jugement N°86/19/CJ/SII/TCC

du 11 avril 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0685

SAÏKOU DUKURAY
(*Me Macaire ADOSSOU*)

C/

Société TFM SARL
(*Me Jeffrey Rosland GOUHIZOUN*)

OBJET

Paielement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 14 mars 2019 ;

Jugement en premier ressort prononcé à l'audience
publique du 11 avril 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR :

SAÏKOU DUKURAY, de nationalité gambienne, propriétaire et armateur du navire M/V HAWA III, immatriculé au numéro 481L sous pavillon togolais, résident en République du Gabon, Président Directeur Général de la Société HAWA dont le siège social est sis au Gabon, représenté au Bénin par Stanislas APETI, commerçant exerçant sous l'enseigne « Etablissement HAWA ADONAÏ », dont le siège est sis au lieudit Akpakpa Dédokpo, immatriculé au registre du commerce sous le numéro RB/COT/17A 31580, IFU n°1201702169607, demeurant et domicilié ès-qualité audit siège ;

Assisté de Maître Macaire ADOSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDERESSE :

Société TFM SARL, Société à Responsabilité Limitée (SARL), de droit béninois, immatriculée au registre du

commerce et du crédit mobilier sous le numéro RCCM RB/COT/18B20586, dont le siège social est sis à Cotonou, quartier Akpakpa Kpankpan, maison CAMPBELL, Tél : (229) 97 85 14 62, agissant aux poursuites et diligences de son gérant, Ichola Raïmi YEKINI, y demeurant et domicilié ès-qualité audit siège ;

Assistée de Maître Jeffrey GOUHIZOUN, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs moyens et prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 02 novembre 2018, SAÏKOU DUKURAY a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société TFM SARL pour obtenir l'annulation de la sommation de payer du 18 octobre 2018 assortie de l'exécution provisoire ;

Au soutien de son action, SAÏKOU DUKURAY expose que la Société TFM a fait signifier à SAL DAOUDA, une sommation de payer la somme de 1.465.000FCFA ;

Qu'il est propriétaire et armateur du navire M/V HAWA III, immatriculé au numéro 481L sous pavillon togolais et exerçait uniquement ses activités de transport de marchandises et de passagers réguliers entre les Ports de Libreville au Gabon et de Lomé au Togo ;

Qu'il est représenté au Bénin par Stanislas APETI ;

Qu'il a embarqué 293 passagers depuis le Port de Libreville et une fois au Port de Cotonou, les autorités béninoises ont refusé de faire accoster le navire pour défaut d'autorisation de passagers sur le Bénin ;

Qu'il a dû solliciter les services de Djima Mouftaou Akanni béninois résident au Gabon pour faire accoster le navire et a versé 8.720.000FCFA entre les mains de celui – ci ;

Que le susnommé a fait venir une équipe d'inspecteurs de la marine marchande qui ont procédé à l'inspection aux fins de lui obtenir l'autorisation pour l'activité de transport de passagers en direction du port autonome de Cotonou ;

Que Djima Mouftaou n'a pu lui obtenir l'autorisation requise et il a dû solliciter la Société ALIDO LINE SARL qui est parvenue à lui obtenir une autorisation provisoire ;

Qu'il n'a eu aucune relation avec la Société TFM ;

Qu'il revient à Djima Mouftaou de payer la Société TFM s'il l'a sollicité ;

La Société TFM résiste à ces prétentions et développe qu'elle a conclu un accord verbal avec SAÏKOU DUKURAY pour l'accomplissement des formalités requises pour être autorisé à accoster ;

Qu'ils se sont entendus sur la somme de 5.000FCFA par passager et une signature avec l'armateur d'un contrat à durée indéterminée de partenariat et de représentation en territoire béninois ;

Que dans ce contexte d'urgence, elle a formulé une demande d'autorisation de transport des passagers au Ministre des Infrastructures et des Transports le 18 mai 2018 ;

Que sur la base de cette demande, une autorisation spéciale et exceptionnelle a été délivrée aux 293 passagers ;

Qu'une commission constituée d'inspecteurs de la marine marchande s'est mise à la tâche pour présenter un rapport d'expert après la visite de sécurité et elle a reçu le rapport le 23 juillet 2018 ;

Qu'elle a fait envoyer le rapport à SAÏKOU DUKURAY ;

Qu'elle attendait la correction des irrégularités relevées quand à son insu, l'autorisation a été accordée à celui – ci ;

Que SAÏKOU DUKURAY n'a pas payé les prestations qu'elle a fournies ;

Qu'elle sollicite sa condamnation au paiement de la somme de 1.465.000FCFA ainsi qu'à 50.000.000FCFA au titre de dommages – intérêts ;

Sur le paiement sollicité

Attendu qu'il est constant que la Société TFM a accompli des prestations pour le compte de SAÏKOU DUKURAY ès qualité propriétaire et armateur du navire M/V HAWA III ;

Qu'il détient à ce titre de nombreux documents administratifs liés au débarquement des passagers dudit navire ;

Que c'est à lui que le Ministre des Infrastructures et des Transports a adressé des observations suite à la demande d'autorisation de transport de passagers par le navire sus indiqué ;

Que les prestations ainsi fournies doivent donner lieu à rémunération ;

Attendu que SAÏKOU DUKURAY ne justifie pas avoir payé les prestations sus indiquées ;

Que c'est à juste titre que sa condamnation au paiement de la somme de 1.465.000FCFA est sollicitée ;

Mais attendu que la demande de condamnation à des dommages – intérêts n'est pas suffisamment justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne SAÏKOU DUKURAY à rembourser à la Société TFM, la somme de 1.465.000FCFA ;

- Rejette la demande de condamnation à des dommages – intérêts formulée par celle – ci ;

- Condamne SAÏKOU DUKURAY aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT